



Council of the  
European Union

Brussels, 25 January 2019  
(OR. en, fr)

5741/19

AGRI 35  
AGRIORG 7

**NOTE**

---

From: General Secretariat of the Council  
To: Delegations  
Subject: Protein Plan  
- Common declaration from Croatia, Cyprus, Czechia, France, Greece,  
Hungary, Slovakia and Slovenia

---

Delegations will find in the Annex a common declaration on the need for an EU protein action plan by Croatia, Cyprus, Czechia, France, Greece, Hungary, Slovakia and Slovenia.

Common declaration on the need of an EU protein action plan from France, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Greece, Hungary, Slovakia and Slovenia,

We, Ministers in charge of agriculture from France, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Greece, Hungary, Slovakia and Slovenia,

We welcome the publication by the European Commission of the report on « the development of plant proteins in the European Union »;

We recognize that:

- an EU protein agenda is a way to efficiently address most environmental and climate challenges that EU agriculture is facing:
  - it can contribute to close the nutrient cycles and to achieve a better integration between crops and livestock;
  - legumes in particular, as nitrogen-fixing plants, can reduce the need of fertilisers in crop rotations and they are a better source of proteins per surface unit;
- an EU protein agenda can bring new economic opportunities to livestock, dairy and crop farmers:
  - consumers increasingly demand higher standards regarding the way animals are raised and fed, creating new opportunities for locally-grown feed;
  - the better use of the potential of grass and fodder in the dairy and livestock farms can reduce the production costs and the exposure to volatile input prices, thus improving the resilience of these farms;
  - the trends in human consumption linked with diet diversification bring new opportunities for the development of legumes value chains, in particular on pulse-based food products;

- by reducing the EU's deficit in plant proteins and fertilizers, an EU protein agenda would also strengthen the EU's food sovereignty, in a context of growing instability in the international markets, and contribute to the Paris climate agreement and the reduction of tropical deforestation;
- there is therefore a strong case for an EU wide action plan on plant proteins, based on a shared vision, on common objectives and with means to achieve them, along with action at local and national levels;

We will in our countries:

- take into account in our national policies the need to develop sustainable plant proteins production and to improve the feed autonomy of dairy and livestock farms;
- support investments needed for the emergence and strengthening of plant proteins value chains;
- encourage and finance research and innovation on sustainable legumes production, as well as at processing and consumption levels;

We call upon:

- the Commission, building upon the report on « the development of plant proteins in the European Union », to work on an EU action plan on proteins based on a wide approach and building coherence between the different EU policies;
- the Commission, the European Parliament and the Council, to take into consideration while building the future CAP the need to impulse a shift in the animal feed practices, in particular towards more feed autonomy at farm level, and to increase, and not only stabilize, the legumes surface area by all means available, such as sectoral programs, voluntary coupled support, eco-scheme and agri-environmental commitments;

- the Commission, the European Parliament and the Council, to provide additional means for research and innovation under Horizon Europe and EIP-AGRI specifically targeted towards sustainable legumes production, as well as at process and consumption stages, since these crops have suffered from a chronic shortfall in research investments both from the public and the private sectors and this trend needs to be reversed.
-

Déclaration commune sur la nécessité d'un plan d'actions européen sur les protéines de la France, la Croatie, Chypre, la République tchèque, la Grèce, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie

Nous, les ministres en charge de l'agriculture de la France, la Croatie, Chypre, la République tchèque, la Grèce, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie,

Nous nous félicitons de la publication par la Commission européenne du rapport sur « le développement des protéines végétales dans l'Union européenne » ;

Nous reconnaissons que :

- un programme européen en matière de protéines est un moyen de relever efficacement la plupart des défis environnementaux et climatiques auxquels l'agriculture de l'UE est confrontée :
  - il peut contribuer à mieux boucler les cycles des nutriments et à favoriser une meilleure synergie entre cultures et élevage ;
  - les légumineuses en particulier, en tant que plantes fixatrices d'azote, peuvent réduire le besoin en engrais dans les rotations culturales et constituent une meilleure source d'azote par unité de surface ;
- un programme européen en matière de protéines peut offrir de nouvelles opportunités économiques aux producteurs de viande, de lait et de grandes cultures :
  - les consommateurs sont de plus en plus exigeants sur la manière dont les animaux sont élevés et nourris, ce qui crée de nouvelles opportunités pour l'alimentation animale produite localement ;
  - une meilleure utilisation du potentiel de l'herbe et des fourrages dans les exploitations laitières et d'élevage peut réduire les coûts de production et l'exposition à la volatilité des prix des intrants, améliorant ainsi la résilience de ces exploitations ;

- les tendances en matière de consommation humaine, liées à une diversification des régimes alimentaires, offrent de nouvelles opportunités pour le développement des chaînes de valeur des légumineuses, en particulier pour les produits alimentaires à base de légumes secs ;
- en réduisant le déficit de l'UE en protéines végétales et en engrais, un programme européen sur les protéines renforcerait également la souveraineté alimentaire de l'UE, dans un contexte d'instabilité croissante sur les marchés internationaux, et contribuer au respect de l'Accord de Paris sur le climat et à la réduction de la déforestation tropicale ;
- il existe par conséquent de solides arguments en faveur d'un plan d'action sur les protéines végétales à l'échelle de l'UE, fondé sur une vision partagée, sur des objectifs communs et avec les moyens de les atteindre, en même temps que les actions aux niveaux local et national ;

Nous allons dans nos pays :

- prendre en compte dans nos politiques nationales la nécessité de développer la production durable de protéines végétales et d'améliorer l'autonomie alimentaire des exploitations d'élevage ;
- soutenir les investissements nécessaires à l'émergence et au renforcement des chaînes de valeur des protéines végétales ;
- encourager et financer la recherche et l'innovation sur la production durable de légumineuses , leur transformation et leur consommation ;

Nous appelons :

- la Commission, sur la base du rapport sur « le développement des protéines végétales dans l'Union européenne », à élaborer un plan d'action européen sur les protéines fondé sur une approche élargie et visant à renforcer la cohérence entre les différentes politiques de l'UE ;

- la Commission, le Parlement européen et le Conseil à prendre en considération, à l'occasion de la préparation de la future PAC, la nécessité d'inciter au changement dans les pratiques en matière d'alimentation animale, en particulier vers une plus grande autonomie alimentaire au niveau de l'exploitation, et d'accroître, et non seulement de stabiliser, les surfaces de légumineuses par tous les moyens disponibles, tels que les programmes sectoriels, les aides couplées volontaires, l'éco-régime et les mesures agro-environnementales ;
- la Commission, le Parlement européen et le Conseil à fournir des moyens supplémentaires de recherche et d'innovation dans le cadre d'Horizon Europe et du PEI-AGRI qui soient spécifiquement ciblés sur la production durable de légumineuses, leur transformation et leur consommation, ces cultures ayant souffert d'un déficit chronique d'investissements dans la recherche publique et privée, tendance qui nécessite d'être inversée.

---